ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

5^E CIRCONSCRIPTION DU FINISTÈRE

Electrices, Electeurs,

Conséquence du Référendum du 28 Septembre, des élections législatives se dérouleront dimanche 23 Novembre. Par suite d'un « savant découpage », électrices et électeurs des cantons de Daoulas, Landivisiau, Lesneven, Plouescat, Ploudiry, Plouzévédé, Saint-Thégonnec et Sizun, vous élirez ensemble un député.

Six candidats brigueront vos suffrages, mais en réalité vous aurez à choisir entre deux politiques. Les candidats réactionnaires, pour tenter de vous tromper, ne manqueront pas de promesses ; au cours de la campagne électorale, ils donneront même sans doute l'impression de s'opposer les uns aux autres. Cependant, comme par le passé, ils se retrouveront la main dans la main pour « oublier » leurs belles paroles et pour tenter de vous en faire supporter les frais.

Face à ces combines politiciennes, le Parti Communiste Français vous propose une analyse objective de la situation et un programme parfaitement réalisable.

Sollicitant les suffrages des ouvriers manuels et intellectuels, de la paysannerie laborieuse, des marins, des jeunes, des artisans, des petits commerçants, de ceux qui, comme nous-mêmes, vivent de leur propre travail, nous laissons à d'autres le soin de s'apitoyer sur le sort des patrons.

Quelle est la situation des Travailleurs ?

Triste réalité, le coût de la vie ne cesse d'augmenter ; les prix, à la consommation, gonflent sans arrêt ; les salaires, frappés des injustes abattements de zones dont nous réclamons la suppression, restent anormalement bas. Le salaire minimum départemental garanti n'est pas respecté et déjà des réductions d'horaires diminuent encore la paye des ouvriers. Ainsi le chômage s'installe avec son lot de misères. Ceux qui doivent rechercher à Brest, Landerneau, Morlaix ou Pont-de-Buis le travail qu'ils ne trouvent pas près de leur domicile, sont contraints à des fatigues et à des dépenses supplémentaires. Et à ce propos, des fonds de chômage doivent être ouverts dans les petites localités où la situation l'exige.

Les paysans travailleurs, aux prises avec des difficultés accrues, sont victimes comme producteurs et comme acheteurs. Les prix industriels grimpent et sont de moins en moins en rapport avec les prix agricoles. Tous les secteurs du marché, l'un après l'autre, sont atteints. De semaine en semaine, la baisse sur les animaux de boucherie à la production s'accentue et la mévente se développe. Mais chez le boucher et le charcutier les prix restent pratiquement inchangés.

Résultats de la politique antipaysanne pratiquée depuis de nombreuses années par nos gouvernants successifs, y compris DE GAULLE, l'industrie de la machine agricole est gravement touchée par la mévente. Des milliers de tracteurs (plus de 2.000 chez Renault au Mans), des moissonneuses sont stockés dans les usines. Mais ces machines manquent dans les exploitations familiales qui se voient refuser les crédits d'équipements nécessaires. Petits et moyens cultivateurs s'appauvrissent et de plus en plus la terre qu'ils travaillent leur échappe au profit des sociétés et des gros propriétaires.

Les marins-pêcheurs. — Le Gouvernement doit aider la pêche artisanale et nous réclamons le maintien de la pension à 55 ans.

Artisans, petits commerçants. — Contre-coup de la diminution du pouvoir d'achat des masses laborieuses, vous vendez moins. Mais vos impôts augmentent toujours, tandis que les grandes firmes obtiennent des conditions avantageuses. Vos professions sont menacées.

Logement. — La crise du logement est durement ressentie. Construire sa maison devient un luxe tel qu'une vie entière de sacrifices y suffit péniblement.

Enseignement. — Les locaux vétustes ne sont pas convenablement entretenus. Nous en réclamons la prise en charge complète par l'Etat. Les cantines, lorsqu'elles existent, fonctionnent pratiquement par leurs propres moyens, les subventions devenant de plus en plus insignifiantes. Le vieux principe républicain : « A écoles publiques, fonds publics ; à écoles privées, fonds privés » est bafoué. Une véritable réforme démocratique de l'enseignement, malgré son urgence, est reportée. Parents d'élèves, éducateurs laïques, l'avenir de vos enfants est sacrifié. Electeurs socialistes : « la droite la plus imbécile du monde » a, en ce domaine, comme dans tous les autres, l'appui des dirigeants de la S.F.I.O.

Les jeunes, premières victimes des licenciements, cherchent en vain le métier à leur convenance. Le Gouvernement et ses soutiens imposent un service militaire de 27 mois avec l'envoi d'office en Algérie pour y mener une guerre injuste qui, de dernier quart d'heure en dernier quart d'heure, s'éternise.

L'Algérie reste au premier plan de l'actualité. Il est maintenant évident qu'il ne peut y avoir de victoire militaire ni d'un côté, ni de l'autre avant longtemps. Comme il fallait s'y attendre, les dirigeants du F.L.N., en lutte pour l'indépendance de leur pays, ont rejeté l'offre de capitulation formulée par DE GAULLE. Mais ils ont déclaré — et cela reste très important — qu'ils désiraient négocier, en pays neutre, une solution d'ensemble du problème algérien.

Le dialogue est donc possible. Les communistes, dès le premier jour à la pointe du combat pour la paix en Algérie, s'en félicitent et sont prêts à soutenir tous les efforts pour aboutir à la négociation avec ceux contre qui la France se bat parce que c'est la seule solution conforme à l'intérêt national. Comme au temps de la guerre d'Indochine, malgré les saisies de notre presse, malgré les calomnies, nous sommes persuadés que l'action populaire à laquelle nous vous convions imposera le règlement pacifique et l'établissement de rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et des avantages mutuels.

NOTRE PROGRAMME

Electrices, Electeurs,

Le Parti Communiste Français considère que la domination des capitalistes est la cause profonde de la misère, du colonialisme et de la guerre et que *la seule solution complète de ces problèmes, c'est le socialisme*.

Par la socialisation des grands moyens de production et d'échange, le socialisme met fin à l'exploitation du travail d'autrui ; il supprime pour toujours les causes des crises économiques et des guerres ; il donne à l'humanité la complète jouissance des richesses de la nature, du travail et de la science.

Cependant, il est possible, dès maintenant, de réaliser une politique répondant aux exigences des travailleurs et de la nation.

Depuis dix ans, le grand patronat accumule des profits fabuleux. Il peut donc payer les frais d'une politique de progrès social.

Depuis dix ans, de l'Indochine à l'Algérie, les guerres coloniales ruinent le budget de la France et empêchent tout progrès.

Par la négociation, la guerre en Algérie peut finir.

Certes, la Constitution adoptée le 28 Septembre a diminué considérablement le rôle de l'Assemblée Nationale. L'inique système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs. Il sera désormais plus difficile de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace aux forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter nombreux pour le Parti Communiste Français dont les députés s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organisations et groupements ouvriers et démocratiques pour faire aboutir le programme de justice sociale et de salut national suivant :

Relèvement du niveau de vie des masses populaires par l'augmentation des salaires, traitements, pensions et prestations familiales. Suppressions des abattements de zones. Création d'une véritable assurance-chômage aux frais du patronat. Aide à la paysannerie laborieuse, à l'artisanat et au petit commerce.

Paix en Algérie par la négociation. Répudiation des rapports colonialistes. Reconnaissance du droit des peuples à l'indépendance.

Politique extérieure d'indépendance et de paix. — Coopération pacifique avec tous les peuples. Arrêt des expériences atomiques et de la course aux armements. Lutte contre la remilitarisation de l'Allemagne.

Réduction massive des dépenses militaires et diminution de la durée du service militaire.

Réforme démocratique de la fiscalité frappant les riches et les profiteurs de guerre afin d'enrayer l'exode rural, de construire des logements à des prix accessibles, de développer le droit à l'instruction.

Garantie de l'avenir de la jeunesse par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, par le droit au travail et aux loisirs, par l'aide aux jeunes ménages.

Restauration de la République par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : d'opinion, syndicales, de la presse et de réunion,

— par le contrôle du peuple sur ses élus,

— par une large autonomie communale et départementale.

C'est dans la démocratie que réside la grandeur française.

Electrices, Electeurs, vous voterez pour un programme de progrès social et de Paix.

Vous voterez pour le candidat du **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

Marcel LUCAS

Instituteur à Saint-Derrien

REMPLAÇANT EVENTUEL :

François GUYOMARCH

Maire du Cloître-Saint-Thégonnec

Vu : Le Candidat.

I. C. A. 17 RUE JEAN-JAURÈS - BREST